Numéro du rôle : 3038
Arrêt n° 99/2005 du 1er juin 2005

A R R E T

En cause : le recours en annulation de l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, introduit par J.-M. Arnould et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge R. Henneuse, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2004 et parvenue au greffe le 30 juin 2004, un recours en annulation de l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2003) a été introduit par J.-M. Arnould, demeurant à 7000 Mons, rue de la Biche 18, E. Balate, demeurant à 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, demeurant à 4000 Liège, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, demeurant à 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, demeurant à 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, demeurant à 4000 Liège, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, demeurant à 4000 Liège, Quai Van Hoegaerden 2/146F, et M. Uyttendaele, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 127.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire, les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse et le Conseil des ministres a également introduit un mémoire en réplique.

A l'audience publique du 13 avril 2005 :

- ont comparu :

. Me S. Bredael *loco* Me L. Misson, avocats au barreau de Liège, pour les parties requérantes;

. Me P. Lejeune, avocat au barreau de Liège, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J. Spreutels et E. Derycke ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *En droit*

- A -

Quant au désistement de J.-L. Dessy

A.1. Par lettre recommandée du 2 décembre 2004, J.-L. Dessy a demandé que la Cour constate son désistement de l'instance en raison de son élection au bâtonnat du barreau de Huy.

Quant à la recevabilité

A.2. Les parties requérantes prétendent justifier d'un intérêt à poursuivre l'annulation de la disposition entreprise en leur qualité d'avocats de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

L'article 501 du Code judiciaire les contraint en effet à recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation afin de poursuivre l'annulation des règlements adoptés par leur ordre professionnel, ce qui constituerait pour eux un coût indéniable et les exposerait à un risque de refus unanime des avocats à la Cour de cassation.

Les parties requérantes estiment également qu'elles sont privées irrégulièrement d'une voie de droit aisément accessible qui leur permettrait de contester en urgence ces dispositions réglementaires.

Quant au fond

A.3.1. Un premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En imposant que la requête en annulation d'un règlement d'un ordre communautaire d'avocats soit signée par l'un des dix-neuf avocats à la Cour de cassation, le législateur aurait instauré une discrimination entre les avocats et les titulaires d'autres professions libérales qui, eux, peuvent saisir, seuls ou par l'intermédiaire d'un conseil de leur choix, le Conseil d'Etat en annulation des règles ordinaires qui leur font grief.

Le filtre établi par l'article 501 du Code judiciaire viserait à écarter les prétentions manifestement fantaisistes ainsi qu'à faire face à la technicité supposée de la procédure en annulation. Appliqué aux avocats, cet objectif serait toutefois dépourvu de pertinence et ce, d'autant que le recours en cause s'apparenterait plus au contentieux objectif, tel qu'il est pratiqué par le Conseil d'Etat ou la Cour d'arbitrage, qu'à la technique du pourvoi en cassation.

Par ailleurs, d'autres procédures techniques, comme les recours portés devant le Tribunal de première instance et la Cour de justice des Communautés européennes, seraient directement accessibles aux intéressés, pour autant qu'ils soient assistés ou représentés par un avocat habilité.

Les requérants soulignent également que l'obligation de faire appel à un avocat à la Cour de cassation a été supprimée dans le chef de la partie civile au procès pénal ainsi qu'en matière fiscale. Si certains actes de procédure, comme le dessaisissement ou la récusation du juge, nécessitent toujours l'intervention d'un avocat, voire d'un avocat expérimenté, le législateur aurait estimé qu'un tel filtre suffisait à éviter un recours intempestif à ce type de procédures.

Enfin, l'absence d'effet suspensif du recours devant la Cour de cassation, sauf lorsqu'il est introduit par le procureur général près la Cour de cassation, écarterait en toute hypothèse le risque de recours purement dilatoires.

La disposition entreprise ne reposerait donc sur aucune justification objective et raisonnable et serait disproportionnée par rapport à l'objectif qu'elle poursuit. Le rattachement des avocats au service public de la justice demeurerait impuissant à justifier pareille différence de traitement.

Les parties requérantes estiment encore que le recours en annulation contre les règlements des ordres communautaires constituant la seule voie de droit ouverte aux avocats ou à toute personne intéressée, il devrait bénéficier d'une large accessibilité. Le législateur aurait donc limité de manière excessive et injustifiée le droit d'accès à un tribunal appelé, comme en l'espèce, à statuer sur des droits et obligations de caractère civil.

L'application de l'article 501 du Code judiciaire pourrait aussi aboutir à une violation flagrante des principes de l'égalité des armes et du procès équitable puisque le justiciable pourrait être tenu de recourir à la procédure sur « réquisition », voire « sur réquisition et sur projet ». Le cas échéant, un avocat devrait même être commis d'office.

A.3.2. Selon le Conseil des ministres, les requérants ne sont pas fondés à comparer leur situation avec celle des titulaires d'autres professions libérales.

L'exigence de forme critiquée par le moyen se fonderait, en outre, sur le critère objectif qu'est la nature civile du contentieux soumis à la Cour de cassation. La solution retenue par le législateur ne ferait d'ailleurs que reproduire celle qui est prévue à l'article 478 du Code judiciaire.

La volonté d'éviter la prolifération de recours manifestement non fondés n'aurait rien d'illégitime alors que l'article 501 du Code judiciaire constituerait une mesure pertinente par rapport à l'objectif poursuivi. La circonstance que d'autres types de contentieux ne requièrent pas le ministère d'un avocat à la Cour de cassation ne s'imposerait nullement au législateur comme un précédent obligatoire.

Le Conseil des ministres se réfère encore aux règles déontologiques qui interdisent à l'avocat de plaider sa propre cause et ce, en raison de la situation équivoque qui en résulterait. Le législateur partagerait cette préoccupation, laquelle serait étrangère à la compétence juridique des intéressés.

Quant au risque de se heurter à un refus unanime de la part des avocats à la Cour de cassation, celui-ci serait, non seulement peu probable, mais constituerait, en outre, une circonstance étrangère à la loi attaquée.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres observe que le premier moyen ne devrait conduire, en tout état de cause, qu'à l'annulation des mots « à la Cour de cassation » repris à l'article 501 du Code judiciaire.

A.3.3. Les parties requérantes répondent que la situation des avocats quant à la protection juridictionnelle qui leur est offerte peut être légitimement confrontée à celle des autres professionnels libéraux.

La nature civile du contentieux soumis à la Cour de cassation ne constituerait pas un critère objectif de distinction. En effet, la partie civile au procès pénal n'est plus tenue de se faire assister ou représenter par un avocat à la Cour de cassation.

Si la différence prévalant entre les auteurs des règlements a pu justifier que le contentieux d'annulation des règlements d'un ordre communautaire d'avocats soit confié, non au Conseil d'Etat, mais à la Cour de cassation, cette circonstance ne justifierait pas *ipso facto* les exigences de forme litigieuses.

Le contentieux objectif de légalité - dont il est question à l'article 501 du Code judiciaire - ne pourrait en effet être comparé avec la technique du pourvoi en cassation où la Cour de cassation contrôle en droit, en principe après deux instances de pleine juridiction, l'œuvre d'un juge qui a statué en dernier ressort sur l'existence de droits subjectifs. Le législateur lui-même distinguerait d'ailleurs soigneusement entre les procédures de cassation et les procédures d'annulation.

Les requérants contestent encore le manque de fondement, l'inadéquation et le caractère disproportionné de la mesure litigieuse au vu de l'objectif poursuivi.

Selon eux, le nombre de recours susceptibles d'être adressés à la Cour de cassation sur la base de l'article 501 du Code judiciaire serait très limité. La plupart des requérants potentiels disposeraient d'ailleurs d'une formation juridique suffisante pour apprécier les chances de succès de leur recours alors que, en règle générale, seuls des avocats expérimentés seraient appelés à introduire le recours prévu à l'article 611 du Code judiciaire. Les règles déontologiques permettraient enfin de sanctionner disciplinairement l'avocat qui introduirait un recours fantaisiste.

Les parties requérantes font encore observer que le contentieux dont il est question se situe en dehors de la sphère de spécialisation des avocats à la Cour de cassation. Elles rappellent à ce propos la jurisprudence de la Cour d'arbitrage relative aux avocats stagiaires ainsi que la volonté du législateur de remettre en cause le monopole des avocats à la Cour de cassation dans les contentieux qui connaissent du fond de l'affaire.

En ce qui concerne les autres titulaires du recours en annulation prévu à l'article 611 du Code judiciaire, les requérants reconnaissent qu'il pourrait se justifier de leur imposer l'assistance d'un avocat ordinaire. Toutefois, pareille mesure réintroduirait une différence de traitement discriminatoire entre les justiciables. La solution proposée à titre subsidiaire par le Conseil des ministres ne saurait dès lors être retenue.

Quant au correctif de l'assistance judiciaire, il ne permettrait pas de lever l'obstacle pécuniaire que constitue le recours à un avocat à la Cour de cassation, compte tenu des conditions qui entourent son octroi.

De surcroît, le bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de cassation ne serait pas tenu de désigner un avocat commis d'office. S'il refusait, il en résulterait une impossibilité absolue pour le plaideur d'introduire le recours prévu à l'article 611 du Code judiciaire et une violation de son droit d'accès à un juge. L'appréciation des chances de succès serait, en outre, fondée sur la jurisprudence de la Cour de cassation. Or, la saisine de cette Cour peut être la condition *sine qua non* à une action devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Le législateur aurait également limité de manière indue la liberté professionnelle des avocats en réservant un tel monopole aux avocats à la Cour de cassation. Le justiciable se verrait, lui aussi, entravé dans le libre choix de son conseil en dehors de toute justification objective et raisonnable.

Les requérants en concluent à une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la liberté de commerce et d'industrie, avec l'article 23 de la Constitution et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il est encore soutenu que l'interdiction de principe pour un avocat de plaider sa propre cause ne serait jamais sanctionnée par l'irrecevabilité de l'action introduite en violation de cette règle. En outre, cette obligation n'irait pas jusqu'à imposer à l'avocat de choisir un confrère uniquement parmi les avocats inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation.

Quant aux autres justiciables, ils se verraient privés du droit de se défendre eux-mêmes, que leur reconnait expressément l'article 758 du Code judiciaire.

Le législateur aurait enfin pu adopter des mesures moins attentatoires au droit d'accès à la justice et à la liberté professionnelle des avocats, en prévoyant une procédure accélérée en cas de recours manifestement irrecevable ou non fondé, comme c'est le cas devant le Conseil d'Etat.

A.3.4. Le Conseil des ministres réplique, d'une part, que le mémoire en réponse des requérants vise de nouvelles dispositions et qu'il y a donc lieu d'écarter ce moyen nouveau.

Il souligne, d'autre part, que le contentieux soumis à la Cour de cassation est un contentieux de légalité, que cette Cour soit saisie d'un pourvoi ou d'un recours en annulation.

Le but du législateur ne serait pas tant de réduire quantitativement le contentieux soumis à la Cour de cassation que d'éviter l'introduction de recours manifestement non fondés.

La liberté pour la partie civile dans le procès pénal de ne pas être assistée par un avocat à la Cour de cassation n'aurait pas pour effet de supprimer le principe initial établi à l'article 478 du Code judiciaire. Il ne saurait donc être fait grief au législateur d'avoir usé, à l'article 501 du même Code, d'un critère objectif et préexistant. Le contentieux civil, visé à l'article 478 du Code judiciaire, devrait être interprété de manière large.

On ne saurait d'ailleurs, sans contradiction, se prévaloir de la qualité d'avocat pour critiquer l'article 501 du Code judiciaire et soutenir que le recours en annulation devrait être ouvert à toute personne sans l'assistance d'un avocat ou qu'il conviendrait de recourir pour ce faire à des avocats expérimentés. Les requérants seraient en outre privés de l'intérêt requis pour avancer un tel argument.

Le contentieux visé à l'article 611 du Code judiciaire ne se situerait pas plus en dehors du champ de compétences des avocats à la Cour de cassation, comme en attesterait la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière.

Le contrôle qu'exerce le barreau de cassation se justifierait, quant à lui, par la double qualité d'officier ministériel et d'avocat de ses membres. Cette double qualité ne se retrouverait pas chez les requérants.

En lui-même, ce contrôle ne serait pas critiquable, pas plus que ne serait contraire au droit d'accès à un juge l'assistance judiciaire, même conditionnée à de réelles chances de succès. Compte tenu de la pratique du pourvoi sur réquisition, de l'éventuelle désignation d'office d'un avocat à la Cour de cassation, et de la faculté d'obtenir la non-application du règlement litigieux en vertu de l'article 159 de la Constitution, l'objectif du législateur ne saurait être considéré comme emportant des effets disproportionnés.

Enfin, le monopole des avocats à la Cour de cassation, tout comme le contrôle qu'ils exercent sur les chances de recours, ne constitueraient pas des violations de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

A.4.1. Un second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En attribuant directement à la Cour de cassation la compétence pour statuer sur le recours en annulation à l'encontre des règlements des ordres communautaires, le législateur aurait méconnu le principe du double degré de juridiction et opté pour une solution exagérément restrictive, qui prive le justiciable d'un accès aisé à un juge de proximité et soustrait une catégorie de litiges de nature civile au tribunal de première instance sans justification objective, raisonnable et proportionnée.

Par ailleurs, le législateur n'aurait prévu aucune procédure accélérée en cas d'urgence.

A.4.2. Le Conseil des ministres constate que la première branche du second moyen vise, en réalité, non l'article 501 du Code judiciaire, mais l'article 611 du même Code. Seule cette dernière disposition attribuée, en effet, à la Cour de cassation la compétence d'annuler les règlements des différents ordres d'avocats.

Le Conseil des ministres constate que, dans son arrêt n° 16/2003, la Cour d'arbitrage n'a pas fait droit à la prétention des requérants d'obtenir l'annulation de l'article 611 du Code judiciaire.

Les requérants ne seraient donc pas fondés à réintroduire de nouvelles critiques à l'égard d'une disposition qui ne peut plus être critiquée au contentieux de l'annulation. Le Conseil des ministres conteste encore la compétence de la Cour pour connaître de pareille différence de traitement, celle-ci découlant d'une omission législative dont on ne peut accepter qu'elle soit dénoncée indéfiniment.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres constate que le recours en annulation devant le Conseil d'Etat ne prévoit aucune procédure d'appel, de telle sorte qu'aucune discrimination ne peut être relevée entre les requérants et la généralité des citoyens.

L'éventuelle illégalité des règlements ordinaires pourrait, de surcroît, être appréciée par les cours et tribunaux, sur le pied tant de l'article 159 de la Constitution que de l'article 1382 du Code civil. Les requérants se fonderaient par ailleurs sur une conception erronée des frontières et des passerelles existant entre le contentieux subjectif et le contentieux objectif.

Quant à la seconde branche du moyen, l'article 501 du Code judiciaire n'établirait aucun des différents recours ouverts contre un règlement d'un ordre communautaire d'avocats. Il ne pourrait être fait grief au législateur de ne pas avoir prévu, lors de la réfection de cet article, de dispositions relatives à une procédure d'urgence, dont l'absence ne constituait pas le motif de l'annulation prononcée par la Cour d'arbitrage.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres estime que le législateur n'a en rien altéré la compétence générale du président du tribunal de première instance statuant en référé dans les situations dont il reconnaît l'urgence.

A.4.3. Les parties requérantes répondent que le législateur ne pouvait se contenter d'ouvrir le recours en annulation prévu à l'article 611 du Code judiciaire aux avocats ou à ceux qui souhaitent le devenir. Il devait de surcroît leur garantir un droit égal à une protection juridictionnelle. Le législateur était donc tenu d'assortir ce recours en annulation d'une procédure de suspension *erga omnes*, accompagnée le cas échéant de mesures provisoires.

La saisine de la juridiction présidentielle ne pourrait déboucher que sur une suspension *inter partes* du règlement litigieux alors qu'il conviendrait de faire bénéficier le justiciable d'une protection juridictionnelle objective complète.

Enfin, les parties requérantes rappellent que la Cour d'arbitrage s'est déjà déclarée compétente pour censurer des discriminations résultant d'omissions du législateur.

A.4.4. Le Conseil des ministres réplique que l'autorité *erga omnes* des arrêts du Conseil d'Etat découle de la nature objective du contentieux qui lui est soumis. Les requérants disposeraient d'une protection juridique suffisante contre les règlements de leur ordre professionnel par la faculté d'en faire écarter l'application dans le litige *inter partes*. Il rappelle la jurisprudence de la Cour d'arbitrage à cet égard.

- B -

Quant à la disposition entreprise

B.1.1. L'article 501 du Code judiciaire, remplacé par l'article 20 de la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, prévoit :

« § 1er. Le recours prévu à l'article 611 est introduit dans les trois mois de la publication visée à l'article 497 par le procureur général près la Cour de cassation.

Il est notifié à l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et à l'« Orde van Vlaamse Balies ».

Ce même recours peut également être formé, dans le délai prévu à l'alinéa 1er, par un avocat de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone ou de l'« Orde van Vlaamse Balies » ou par toute personne ayant qualité et intérêt pour agir au sens des articles 17 et 18. Dans ce cas, le recours est introduit par requête, adressée par pli recommandé à la poste au greffe de la Cour de cassation ou déposée au greffe. A peine de nullité, la requête contient l'exposé des

moyens et est signée par un avocat à la Cour de cassation. Le recours est préalablement notifié par pli recommandé à la poste à l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et à l'« Orde van Vlaamse Balies ». La preuve de cette notification est, à peine de nullité, jointe à la requête.

§ 2. Durant le délai prévu au § 1er et, si le procureur général près la Cour de cassation introduit le recours prévu à l'article 611, jusqu'au prononcé de l'arrêt, l'application d'un règlement et le délai d'introduction du recours, visé à l'article 502, § 1er, alinéa 1er, sont suspendus.

§ 3. Lorsque le recours, visé au § 1er, est introduit, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'« Orde van Vlaamse Balies » peuvent intervenir à la procédure par requête, conformément à l'article 813. Cette intervention doit se faire dans les deux mois de la notification visée au § 1er, alinéa 2 ou 3.

Dans ce cas, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'« Orde van Vlaamse Balies » peuvent soulever de nouveaux moyens pris du chef d'excès de pouvoir, de la contrariété aux lois ou de l'adoption irrégulière du règlement litigieux ».

Cette disposition constitue l'objet du recours en annulation.

B.1.2. Quant à l'article 611 du Code judiciaire, il dispose, depuis sa modification par la loi du 4 juillet 2001, que :

« La Cour de cassation connaît aussi des demandes d'annulation des règlements de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'Orde van Vlaamse balies qui seraient entachés d'excès de pouvoir, seraient contraires aux lois ou auraient été irrégulièrement adoptés ».

B.1.3. Il résulte de la disposition attaquée que seul un avocat à la Cour de cassation peut signer, sous peine de nullité, la requête en annulation introduite par un avocat ou par toute personne ayant qualité et intérêt à agir contre un règlement de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ou de l'*Orde van Vlaamse balies*.

Quant au désistement de J.-L. Dessy

B.2. Par lettre recommandée du 2 décembre 2004, J.-L. Dessy demande le désistement de son recours en annulation, en raison de son élection au bâtonnat du barreau de Huy.

Rien ne s'oppose en l'espèce à ce que la Cour décrète le désistement.

Quant à la recevabilité

B.3. Tous les requérants exercent la profession d'avocat et sont rattachés à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone. Ils risquent d'être affectés directement et défavorablement dans leurs activités professionnelles par une disposition qui instaure une condition de recevabilité spécifique au recours qu'ils sont susceptibles d'introduire contre un règlement de leur ordre professionnel.

Les parties requérantes justifient dès lors de l'intérêt requis.

Quant au fond

B.4.1. Dans le premier moyen, les parties requérantes allèguent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que l'article 501 du Code judiciaire impose que la requête en annulation d'un règlement d'un ordre communautaire d'avocats soit signée par un avocat à la Cour de cassation alors que les titulaires d'autres professions libérales peuvent agir, seuls ou assistés de tout avocat, devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation d'un règlement de leur ordre professionnel qui leur cause préjudice.

B.4.2. Les parties requérantes invoquent par ailleurs, dans leur mémoire en réponse, la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la liberté de commerce et d'industrie et avec l'article 23 de la Constitution. En tant qu'il constitue un moyen nouveau, celui-ci ne peut toutefois être examiné par la Cour, conformément à l'article 85, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.4.3. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, et bien qu'ils se trouvent dans des situations objectivement différentes en raison de la nature de la juridiction devant laquelle ils demandent l'annulation du règlement adopté par leur ordre professionnel, les avocats

et les titulaires d'autres professions libérales ne sont pas dans des situations à ce point éloignées qu'elles ne pourraient être comparées.

B.4.4. En remplaçant l'ancien article 501 du Code judiciaire, le législateur a voulu se conformer à l'arrêt n° 16/2003 du 28 janvier 2003 de la Cour qui avait annulé cette disposition tout en maintenant ses effets dans le temps.

Les travaux préparatoires de la loi du 22 décembre 2003 justifient la modification intervenue comme suit :

« Dans son arrêt du 28 janvier 2003, la Cour d'arbitrage a jugé que les articles 501 et 502 du Code judiciaire violaient les articles 10 et 11 de la Constitution. Dans ses considérants B.13 et B.14, la Cour d'arbitrage estimait ce qui suit :

‘ En ce que le législateur a directement associé la profession d'avocat au service public de la justice et en ce qu'il a entendu garantir l'indépendance de l'avocat et assurer la qualité de ses services, il a pu attribuer non au Conseil d'Etat mais à la Cour de cassation ou à un tribunal arbitral la compétence de connaître des recours en annulation contre les règlements adoptés par les ordres communautaires.

En revanche, en réservant le droit d'exercer ces recours au procureur général près la Cour de cassation et à l'autre ordre communautaire et en n'organisant pas un recours au bénéfice de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, qui s'estimerait personnellement lésé par le règlement d'un ordre communautaire, le législateur a porté atteinte de manière injustifiée au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination en vertu duquel tous les citoyens ont un droit égal à une protection juridictionnelle ’.

La Cour d'arbitrage ajoutait que l'annulation des articles 501 et 502 du Code judiciaire était motivée uniquement par l'absence d'un recours dans le chef de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, sans mettre en cause d'un autre point de vue ces mêmes articles.

Il était par conséquent nécessaire de modifier l'article 501, § 1er, alinéa 1er, du Code judiciaire en y ajoutant la possibilité pour un avocat de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone ou de l'*Orde van Vlaamse Balies* ou pour toute autre personne qui a qualité et intérêt à agir au sens des articles 17 et 18 du Code judiciaire, d'introduire une demande d'annulation d'un règlement auprès de la Cour de cassation.

Afin d'éviter la prolifération de recours manifestement non fondés, il est utile de prévoir que ces recours seront signés par un avocat à la Cour de cassation, lesquels constituent, en matière civile du moins, les premiers juges de la recevabilité d'un recours auprès de la Cour de cassation.

Leur intervention apparaît dès lors tout à fait justifiée dans ce contentieux particulier soumis à la Cour de cassation.

Le formalisme du recours a cependant été allégé en comparaison aux règles applicables au pourvoi en matière civile, et ce afin de tenir compte du caractère objectif du contentieux, où les règles de procédure en vigueur devant le Conseil d'Etat sont moins exigeantes » (*Doc. Parl., Chambre, 2003-2004, DOC 51-0473/001, pp. 247-249*).

B.4.5. En imposant de recourir au ministère d'un avocat à la Cour de cassation pour pouvoir déposer valablement une requête en annulation contre un règlement de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ou de l'*Orde van Vlaamse balies*, le législateur a adopté une mesure en rapport avec l'objectif qu'il poursuit et qui consiste à empêcher l'afflux de recours manifestement non fondés.

Il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur quant à l'instrument le plus approprié pour éviter la surcharge de la Cour de cassation. Le législateur a pu conclure de l'expérience acquise que le ministère d'un avocat à la Cour de cassation permettait de limiter adéquatement les pourvois intempestifs.

B.4.6. La Cour doit cependant examiner si la mesure en cause n'entraîne pas une atteinte disproportionnée au droit d'accès à un juge, tel qu'il est consacré par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.4.7. Le pourvoi en cassation est une voie de recours extraordinaire qui permet à une partie de demander l'annulation, pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, de décisions rendues en dernier ressort.

L'obligation de recourir au ministère d'un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation pour introduire un tel pourvoi en matière civile peut se justifier tant en raison du caractère extraordinaire que de la portée spécifique et des effets particuliers de cette voie de recours.

La Cour européenne des droits de l'homme a, elle aussi, considéré que, s'agissant d'une procédure civile devant une juridiction supérieure, l'obligation d'être représenté par un avocat admis à cette juridiction n'est pas en elle-même incompatible avec les exigences de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme (Déc. Cour eur.D.H., Emma Vogl c/ Allemagne, 5 décembre 2002, rôle 65.863/01)

B.4.8. En revanche, lorsque, en vertu de l'article 611 du Code judiciaire, la Cour de cassation statue, non sur la base d'un recours extraordinaire et dans les strictes limites dévolues à son contrôle de cassation, mais dans le cadre d'un « contentieux objectif », porté en premier et dernier ressort devant elle, le droit d'accès au juge ne saurait subir une restriction aussi importante.

Le législateur lui-même a entendu limiter au maximum les différences procédurales qui existent entre le recours en annulation d'un règlement émanant d'un ordre communautaire d'avocats, et qui est porté devant la Cour de cassation, et le recours en annulation contre tout autre acte administratif dont connaît le Conseil d'Etat.

B.4.9. La faculté qui serait laissée à l'avocat ou au tiers intéressé de soulever, soit directement, soit à titre d'exception, l'irrégularité d'un tel règlement devant un juge n'est pas de nature à fournir à la différence de traitement évoquée une justification raisonnable.

Sans se prononcer sur le point de savoir si cette voie de droit est comparable à celle qui est instaurée par l'article 611 du Code judiciaire, la Cour se borne à constater que lorsqu'il instaure une garantie juridictionnelle particulière, le législateur ne peut le faire de façon discriminatoire.

Puisqu'elle est ouverte à tout justiciable qui désire contester un acte réglementaire, et donc également aux autres titulaires de professions libérales, cette voie de droit ne saurait constituer, à elle seule, une justification raisonnable à la limitation du droit d'accès à un juge en raison de l'intervention obligatoire d'un avocat à la Cour de cassation.

Il s'ensuit que l'article 501 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 décembre 2003 portant des dispositions diverses, établit une différence de traitement injustifiée entre les avocats et les titulaires d'une autre profession libérale.

B.4.10. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres demande toutefois à la Cour de limiter son constat d'inconstitutionnalité aux termes « à la Cour de cassation », repris à l'article 501 du Code judiciaire.

Cette disposition aurait alors pour effet d'imposer à l'avocat requérant de s'adresser à l'un de ses confrères pour signer la requête en annulation ou de contraindre tout autre intéressé de recourir à un avocat.

B.4.11. La règle déontologique qui empêcherait un avocat de défendre sa propre cause ne saurait raisonnablement justifier, à elle seule, que la requête en annulation introduite en violation d'une telle règle soit frappée de nullité. La Cour n'aperçoit pas en quoi une telle différence de traitement quant à la recevabilité du recours en annulation, selon qu'il est porté devant la Cour de cassation ou devant le Conseil d'Etat, bénéficierait d'une justification objective et raisonnable.

La Cour constate également que la solution subsidiaire du Conseil des ministres aurait en tout cas pour conséquence de maintenir une différence de traitement entre le justiciable ayant qualité et intérêt pour agir devant la Cour de cassation en annulation d'un règlement d'un ordre communautaire d'avocats, et qui ne pourrait le faire qu'en étant assisté ou représenté par un avocat, et le justiciable qui peut agir seul devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de tout acte administratif quelconque.

B.4.12. Le premier moyen est fondé.

B.5.1. Les parties requérantes invoquent, dans un second moyen, la violation par l'article 501 du Code judiciaire des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en

ce que le recours en annulation contre un règlement d'un ordre communautaire d'avocats constitue la seule voie de droit pour contester un tel règlement alors que les autres justiciables sont en mesure de faire trancher leurs contestations de nature civile, en premier ressort, par le tribunal de première instance et que les titulaires d'autres professions libérales disposent, en cas d'urgence, d'une procédure accélérée de suspension devant le Conseil d'Etat.

B.5.2. L'article 501 du Code judiciaire s'inscrit dans un ensemble de dispositions qui ont trait aux compétences de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'*Orde van Vlaamse Balies*. Cet article détermine les conditions de recevabilité du recours en annulation contre un règlement adopté par l'un de ces ordres communautaires.

Le principe du recours en annulation est, quant à lui, établi par l'article 611 du Code judiciaire, auquel renvoie explicitement l'article 501 du même Code, et qui n'a pas été modifié par la loi du 22 décembre 2003.

B.5.3. Il s'ensuit que l'éventuelle différence de traitement ne trouve pas sa source dans la disposition législative attaquée, dont l'objet se limite à fixer les conditions de recevabilité du recours en annulation, mais bien dans l'article 611 du Code judiciaire qui en établit le principe.

B.5.4. Le second moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

- décrète le désistement du recours introduit par J.-L. Dessy;
- annule, à l'article 501, § 1er, alinéa 3, du Code judiciaire, les mots « par un avocat à la Cour de cassation »;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 1er juin 2005.

Le greffier,

Le président f.f.,

P.-Y. Dutilleux

R. Henneuse